

6 Suisse

A l'Unil, un cours suffit-il à apaiser?

PROCHE-ORIENT Plus de 500 personnes ont suivi le cours public sur les origines du conflit israélo-palestinien, organisé par la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Unil, jeudi. Nous y étions. Reflets

ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

«Donner des outils pour dépassionner le débat et dépasser la pensée binaire.» C'est avec ces mots que le professeur Jacques Ehrenfreund, responsable de la chaire d'histoire des Juifs et du judaïsme, a initié le cours public sur les origines du conflit israélo-palestinien, organisé par la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Unil, ce jeudi 2 mai.

Cet enseignement, donné conjointement avec le professeur Wissam Halawi, titulaire de la chaire d'histoire de l'islam et des mondes musulmans, n'a d'ailleurs pas manqué de susciter des critiques au sein du monde étudiant. En ligne de mire, la présomption d'une «orientation en faveur d'un point de vue israélien», selon l'association Palestine, inaugurée le 24 avril, ou encore la légitimité des organisateurs, alors que ce conflit serait purement territorial et politique.

L'événement académique s'est pourtant déroulé sans heurts, devant un auditoire bondé réunissant plus de 500 personnes, dont une grande partie de non-étudiants. «Une fréquentation exceptionnelle», selon Géraldine Falbriard, porte-parole de l'Unil.

«L'objectif n'est pas de susciter la polémique, mais de montrer qu'il y a plusieurs façons de lire la même histoire, vécue par deux peuples différents», a exprimé Wissam Halawi. Jacques Ehrenfreund a d'ailleurs évoqué «le registre de la tragédie, où les deux parties en conflit peuvent avoir raison».

Des exilés persécutés

Le professeur d'histoire du judaïsme est alors revenu sur l'histoire du peuple juif, «qui n'a jamais renoncé à être un peuple, même dans l'exil»: «Après les défaites militaires et la dispersion, celui-ci a maintenu l'idée d'un retour possible. Ce lien à la Terre promise, selon les textes bibliques, a structuré cette population.»

Pendant longtemps, cet espoir se vivait «dans la passivité et l'acceptation de la volonté de Dieu, qui seul pouvait décider du moment de la restauration», expose l'historien. L'émancipation des Juifs à la fin du XVIIIe ainsi que l'apparition de l'antisémitisme moderne changent la donne: «En rupture avec la tradition religieuse s'est alors mis en place un mouvement politique [le sionisme, ndlr] aspirant à une souveraineté nationale», relève Jacques Ehrenfreund. «Face à la vague de pogroms en Europe



Frédéric Herman, recteur de l'Unil face à des activistes pro-palestiniens qui occupent le hall d'entrée du bâtiment Géopolis. (LAUSANNE, 2 MAI 2024 / NOEMI CINELLI/KEYSTONE)

de l'Est, l'idée d'un Etat pouvant protéger le peuple juif est alors apparue, pour beaucoup, comme la condition de sa survie.»

Changement de focale, avec la prise de parole du professeur Wissam Halawi. Ce dernier expose alors le fonctionnement de la société arabe de Palestine, «marquée par le clivage clanique» et où «les chefs ruraux avaient pour rôle de remplacer l'Etat». Un état de fait qui donne l'impression, aux yeux de l'Occident, d'un «espace vide à civiliser».

A ses yeux, la réforme fiscale, au milieu du XIXe, aurait mis le feu aux poudres, en «encourageant l'achat de terres par les immigrants juifs venant d'Europe», exprime-t-il. «Les petits paysans vont être rachetés par des notables ruraux, qui emploient alors une main-d'œuvre arabe bon marché, qui est exploitée

«Il est paradoxal que les Juifs apparaissent comme des colonisateurs, soit un corps étranger au Moyen-Orient»

JACQUES EHRENFREUND, RESPONSABLE DE LA CHAIRE D'HISTOIRE DES JUIFS

parce qu'elle n'a pas le choix. Les juifs immigrés sont alors perçus comme une menace exogène, en raison de leur supériorité financière et politique.»

Au moment de l'échange avec l'auditoire se font néanmoins ressentir certaines divergences entre les deux professeurs. A la

question de savoir pourquoi ce conflit polarise autant, Wissam Halawi invoque d'ailleurs le fait que ce conflit «convoque l'idée de peuple vaincu et de peuple vainqueur». De son côté, Jacques Ehrenfreund pointe plutôt l'existence, «sur ce tout petit territoire, de lieux symboliquement très forts pour les trois monothéismes». Un argument qui ne convainc pas son confrère: «Avec la notion de Terre sainte, on est dans le symbolisme. Or ce n'est pas ça qui fait descendre les gens dans les rues», estime-t-il.

«Des Arabes et non des musulmans»

Alors que la dimension religieuse est présentée par Jacques Ehrenfreund comme fondatrice de l'identité juive, celle-ci est en effet mise de côté par Wissam Halawi, qui insiste pour par-

ler «d'Arabes et non de musulmans».

Le terme de «colonisation» met également au jour des sensibilités différentes. «Jusqu'au XIXe siècle en Europe, les Juifs sont présentés comme des orientaux, qui ne sont pas véritablement d'ici», pose Jacques Ehrenfreund. «Il est paradoxal qu'ils apparaissent aujourd'hui comme des colonisateurs, soit un corps étranger dans le Moyen-Orient.»

«Si à l'intérieur de ses frontières initiales l'Etat d'Israël ne peut pas être considéré comme une colonie, il faut quand même pouvoir distinguer entre ce qui est reconnu par le droit international et ce qui ne l'est pas», réagit Wissam Halawi.

Un bel exercice de dialogue et de réflexion, qui se réitérera lors d'un second cours, le 23 mai. Sur inscription uniquement. ■

A l'EPFL, une réponse fort différente à la pression estudiantine

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Un collectif de l'Ecole polytechnique s'est fait suspendre durant six mois à la suite de l'organisation cette semaine d'une conférence jugée problématique à propos du conflit au Proche-Orient. A l'université, le rectorat tolère, lui, l'occupation d'un hall par des activistes pro-palestiniens

AINA SKJELLAUG



«Il s'agit d'une mise en péril de l'unité du campus»

KATHRYN HESS BELLWALD, VICE-PRÉSIDENTE ASSOCIÉE DES AFFAIRES ESTUDIANTINES

de différentes couleurs. Un jour avant la conférence, un mail de la direction leur rappelle qu'aucun événement à caractère partisan ou religieux n'est autorisé dans l'enceinte de l'EPFL. «C'était un thème qui nous tenait particulièrement à cœur. Comment le féminisme est instrumentalisé par diverses causes.»

Selon l'association, la soirée se déroule sans accrocs, dans une discussion «constructive et ouverte». Ce n'est pas le son de cloche que reçoit la direction qui décide illico de suspendre le droit du collectif d'organiser des événements sur le campus et son droit d'affichage. Pour quels motifs? L'association n'aurait pas respecté les principes de l'école, et l'unique conférencière invitée, Paola Salwan Daher, aurait tenu «des propos très partisans sur le conflit israélo-pa-

lestinien sans présenter le contexte du conflit», selon la direction.

Le collectif féministe parle d'une réaction démesurée: «Nous devons par exemple animer bientôt la Semaine de la menstruation, nous avons travaillé dessus une bonne partie de l'année, c'est annulé», regrettent-ils.

Un lieu respectueux des différences

Dans un e-mail envoyé vendredi aux différentes associations du campus, la vice-présidente associée pour les affaires estudiantines, Kathryn Hess Bellwald, explique le point de vue de l'EPFL. «Nous avons insisté à plusieurs reprises récemment sur le bien-être du campus, la nécessité de cultiver le vivre-ensemble et nos inquiétudes quant aux initiatives qui sapent vos efforts et les nôtres pour faire de l'EPFL un lieu multiculturel respectueux des différences, qu'elles soient politiques, religieuses, ou autres». En parlant de la conférence organisée par Polyquity: «Nous avons rapidement eu vent, de la part de la communauté, d'inquiétudes quant au caractère partisan de la discussion en lien avec la situation en Israël-territoires palestiniens. Malheureusement, malgré une demande de clarification – restée lettre morte – le discours tenu lors de l'événement était orienté politiquement, non respectueux envers celles et ceux faisant une autre lecture de la situation». Dans sa lettre, la direction estime qu'au-delà du non-respect du cadre réglementaire posé par l'EPFL, il s'agit d'un manque de considération pour la communauté et d'une mise en péril de l'unité du campus et du climat de vie, d'étude et de travail serein qui doit y prévaloir.»

Pour les étudiants membres de Polyquity, il est «impossible» d'aborder le conflit israélo-palestinien sur le campus, alors que la question les touche profondément. «L'EPFL prône la désescalade, mais la censure qu'elle impose est la pire des réponses possibles». Autre ambiance à l'Unil. Dans le hall du bâtiment Géopolis drapé aux couleurs palestiniennes, occupé depuis jeudi par des activistes, étudiants ou non, on retrouve le professeur invité à l'Unil, Joseph Daher. Spécialiste en histoire contemporaine du Proche-Orient et islam politique, il vient soutenir les jeunes mobilisés. «Nous sommes plusieurs professeurs à encourager et féliciter ces étudiants pour leur prise de position. Ils demandent notamment à ce que l'Unil appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza et mette fin à ses relations académiques avec des universités israéliennes. Leurs demandes sont légitimes: ces institutions israéliennes contribuent aux attaques et discriminations contre les droits humains des Palestiniens». Il se félicite du climat de dialogue qu'à tout de suite voulu instaurer le recteur de l'Unil, Frédéric Herman. «La pire des choses serait d'empêcher que le débat ait lieu». Questionné sur son lien de parenté avec la conférencière homonyme de l'EPFL, le professeur répond que leur lien n'est pas pertinent dans le cadre de cet article.

Derrière lui, une vingtaine de matelas de toutes sortes sont juchés au sol, le «collectif Palestine» qui a dû changer son nom il y a une semaine après s'être appelé le «collectif Unil Palestine» soutient qu'une cinquantaine de militants ont dormi sur place. Ils sont autorisés à rester jusqu'à lundi. ■

PARLEMENT

Genève saisit les Chambres sur l'UNRWA

Exerçant son droit d'initiative cantonale, le Grand Conseil genevois demande à l'Assemblée fédérale de verser la contribution à l'UNRWA sans tarder. Il lui demande aussi de rétablir le soutien financier de 15 millions pour l'Euro féminin de foot, qui aura lieu en Suisse en 2025.

Une majorité du Grand Conseil genevois s'est dégagée pour adopter une résolution afin que la Suisse verse sa contribution à l'UNRWA sans plus attendre. A l'instar des Vert-e-s, le Grand Conseil a estimé, par 61 oui, 7 non et 21 abstentions que la Genève internationale devait envoyer un signe fort à Berne au regard de la crise humanitaire à Gaza.

Enfin, par 66 oui, 23 non et 7 abstentions, les députés ont encore demandé à l'Assemblée fédérale de s'opposer à l'application, en Suisse, de la directive européenne dite des «méga-camions», qui autorise la circulation de véhicules de 60 tonnes et de 25 mètres de long. En cause, les dimensions des infrastructures douanières et routières suisses, qui ne sont pas prêtes à les accueillir. Le PLR a rejeté ces résolutions ou s'est abstenu, estimant que ces sujets sont du ressort des élus à Berne. ■ ATS